

PREFECTURE DES ARDENNES

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CULTURE

A R R E T E N° 2003/87
COMPLETANT L'ARRETE N° 2000/375 MODIFIE DU 18 JUILLET
2000 PRESCRIVANT L'ELABORATION D'UN PLAN DE
PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES
D'INONDATIONS DANS LA VALLEE DE LA MEUSE,
DE CHALANDRY-ELAIRE A BAZEILLES

Le Préfet des Ardennes,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 87.565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, modifiée par la loi n° 95.101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, et notamment ses articles 40.1 à 40.7,

VU le décret modifié n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services de l'Etat dans les départements,

VU le décret modifié n° 92-218 du 4 mars 1992 portant approbation du plan des surfaces submersibles et déterminant les dispositions techniques applicables pour la section de la vallée de la Meuse située dans le département des Ardennes,

VU le décret modifié n° 92.604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration,

VU le décret n° 95.1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

Vu le décret du 25 juin 2002 portant nomination de M. Bernard LEMAIRE, Préfet des Ardennes,

VU l'arrêté préfectoral n° 2000/375 du 18 juillet 2000 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations dans la Vallée de la Meuse de Chalandry-Elaire à Bazeilles,

VU l'arrêté préfectoral n° 2001/52 du 23 février 2001 complétant l'arrêté précité du 18 juillet 2000,

Considérant que la commune d'HANNOGNE-SAINT-MARTIN, limitrophe de celle de DOM-LE-MESNIL, est traversée par la Bar, affluent de la Meuse, qui influe sur le niveau des eaux de la Meuse en période de crue,

Considérant les crues exceptionnelles de la Meuse qui se sont produites en 1993 et 1995,

Considérant de ce fait la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation de l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de leur exposition à un risque naturel d'inondations,

SUR proposition du Directeur départemental de l'Equipement,

ARRETE

Article 1^{er} : Il convient d'ajouter à la liste des communes concernées par le plan de prévention des risques Meuse Amont figurant à l'article 2 de l'arrêté du 18 juillet 2000 modifié la commune d'HANNOGNE-SAINT-MARTIN.

Article 2 : La suite de l'arrêté susvisé reste sans changement.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes, le Sous-Préfet de Sedan sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Maire de la commune d'HANNOGNE-SAINT-MARTIN, ainsi qu'à M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur départemental de l'Equipement, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Melle le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile et M. le Directeur du Service de la Navigation du Nord-Est, et qui sera par ailleurs inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et des Services déconcentrés de l'Etat.

Charleville-Mézières, le 11 Avril 2003.

Le Préfet,
Signé : Bernard LEMAIRE.



Pour ampliation,
Le Chef de Bureau,


Paul LLANES.